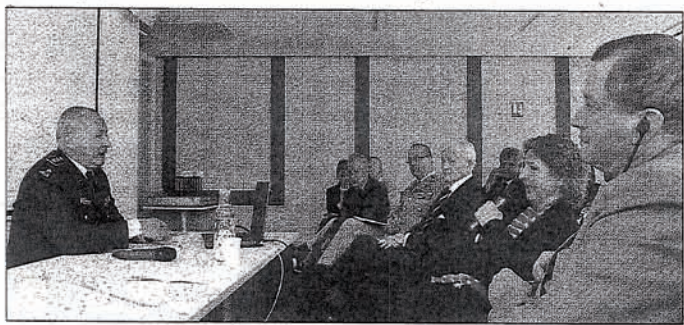


Un colloque paneuropéen à Strasbourg

Du 17 au 19 mai 2015, en marge de la session plénière du Parlement Européen, s'est déroulé le colloque «**Démocratisons et renforçons la zone euro à Strasbourg**».



Cette réflexion autour de l'Europe s'est faite à l'initiative du Mouvement Paneuropéen d'Autriche – représenté par son secrétaire général Rainard Kloucek –, l'amitié paneuropéenne France Alsace – représentée par Christian d'Andlau et Philippe Nuss – et Jean-Paul Picaper (membre de la présidence internationale de Paneurope*, ex correspondant du Figaro en Allemagne), avec le soutien logistique de la ville de Strasbourg mettant à disposition le Lieu d'Europe pour l'occasion. Des jeunes européens de moins de 35 ans, étudiant(e)s originaires de Géorgie, d'Ukraine, d'Autriche, d'Allemagne, de France et d'Espagne, ainsi que des citoyens de Strasbourg et de l'Ortenau sont venus débattre avec de nombreux intervenants internationaux de premier ordre qui ont partagé leur réflexion sur les nouvelles menaces dictées par l'actualité qui pèsent sur l'Europe.

Menaces pour la sécurité intérieure et extérieure

S.E. Hans-Georg Wieck – ex ambassadeur d'Allemagne et ex chef des services secrets allemand (BND) – a exposé ses remarques géostratégiques sur la situation actuelle de l'Europe, en conduisant sur la situation russo-ukrainienne, insistant sur le fait que l'emploi de la force ne peut à lui seul résoudre le problème. «Le système militaire peut gagner une bataille mais pas la paix», commente H.G. Wieck. Le management de cette crise nécessite tous les moyens diplomatiques et économiques, bien que la crédibilité dépende de la disponibilité du facteur militaire. Le général belge Guy Buchsensmidt, Commandant en chef de l'Eurocorps, a abondé en ce sens : «il n'y a pas de soft power sans

strong power» et précisé que «le moyen militaire est un outil au service d'une politique extérieure qui doit être articulée selon une gradation, dans le respect du droit international». Thomas Haldenwang – vice président de l'office fédéral de protection de la Constitution (BfV) – service allemand de renseignements, dont la mission essentielle de surveiller les comportements contraires à la constitution par la collecte et la valorisation de renseignements concernant les activités extrémistes et hostiles, notamment des activités politiques qui menacent la réputation, la sécurité ou encore l'existence même de la République fédérale d'Allemagne. Pour faire face au danger imminent du radicalisme islamique, T. Haldenwang précise qu'une coopération internationale au moyen d'échanges intensifs existe aujourd'hui entre la police et les services de renseignement des différents pays européens.

Menaces sur les équilibres socio-économiques

L'économiste Reinhard Kloucek a «plaidé la cause de l'économie libérale fondée sur l'initiative et la responsabilité individuelle. L'Etat ne peut ni ne doit se substituer aux citoyens. La liberté, c'est la responsabilité personnelle et l'initiative qui sont l'essence même de l'âme de l'Europe, une âme qu'elle est en train de perdre». R. Kloucek a également critiqué «le jeu des baisses d'intérêts de la BCE qui procède ainsi à la plus grande expropriation de l'histoire en enlevant aux cotisants à la retraite les fruits futurs de leur travail et crée ainsi la prochaine classe d'assistés sociaux, clients de l'Etat pro-

vidence, lequel un jour sera en banqueroute.»

Pour un Directoire de l'Euro réunissant les pays de la zone euro

En point d'orgue au colloque, l'économiste Henri Mathian – coordinateur du collectif Strasbourg Europe – propose la création à Strasbourg d'une Europe Puissance, «autour d'un pouvoir politique et économique, d'une monnaie et d'un budget, une Europe forte et libre qui puisse tourner la page de l'Europe mercantile, d'une Europe sans pouvoir, sans puissance et sans défense communes, celle du libre échange normée par la Commission et vassalisée par les Etats-Unis». Souhaitant faire prendre conscience au gouvernement de «la nécessité d'un Directoire de l'Euro à Strasbourg, une entité qui permette de faire avancer, loin de Bruxelles, l'idée de fédéralisme autour du lien social qu'est la monnaie, de faire prendre conscience de l'importance d'une Europe de l'effort, de la justice et de la solidarité, qui représente un espoir pour la Jeunesse».

Au terme du colloque, un programme de démocratisation comportant des propositions de transparence et de contribution sera envoyé à la Commission, au Parlement, à la présidence du Conseil européen et à l'Eurogroupe.

Sandrine Woelfel

* Paneurope – la plus ancienne association européenne – composée de 35 sections nationales est un mouvement qui ne se borne pas aux frontières de l'Union Européenne puisqu'il est également implanté en Europe de l'Est, dans les Balkans ainsi que dans les pays scandinaves.

● Unser Land en A.G.

Le parti Unser Land tiendra son assemblée générale le 30 mai prochain à Guémar. Le mouvement devrait se réorganiser géographiquement en subdivisant sa couverture régionale, aux dépens des deux sections départementales actuelles, et débattre de sa participation aux élections régionales de décembre prochain. La partie officielle sera suivie d'une soirée festive, une Heimfest, avec Robert-Frank Jacobi côté musical et sanglier au menu.

● Les Alsaciens réunis en association

Animé par Frédéric Turon et Sébastien Dell'Era, le collectif «Les Alsaciens Réunis» a décidé de se transformer en vraie association «citoyenne» (un collectif est informel) et de quitter la Fédération Démocratique Alsacienne (FDA) qui préside le maire de Dannemarie Paul Mumbach et à laquelle appartient Unser Land.

● Inauguration de la place Eugène Ricklin à Dannemarie

Le 31 mai, date anniversaire de la Constitution de 1911, la municipalité de Dannemarie inaugure officiellement la place du Dr Eugène Ricklin. Au programme après l'inauguration qui a lieu à 15h, un dépôt de gerbe au cimetière, un apéritif – concert avec des groupes folkloriques et une kilbe. Une boisson sera offerte à toute personne venant en costume traditionnel alsacien.

● La FEFA sur le front du bilinguisme

Jean-Georges Mandon, président de la Fondation Entente Franco-Allemande a écrit une lettre ouverte à la ministre de l'Éducation Nationale Najat Belkacem-Vallaud au sujet de la réforme des collèges et de la réduction de l'enseignement de l'allemand. «Ce n'est pas faire preuve d'immobilisme et de conservatisme que de regretter et de vouloir empêcher une telle décision car elle constitue une faute politique et un contresens politique (...) Si, comme vous l'affirmez, l'objectif recherché est le renforcement des compétences linguistiques, on peut sans crainte prévoir son échec» écrit-t-il.

● Eclairante stratégie

France Stratégie, organisme de réflexion rattaché au Premier ministre, a diffusé une «éclairante» (pour la capacité d'abstraction) étude signée par trois universitaires sur le nouveau découpage des régions. Se basant sur l'analyse des forces centrifuges à l'œuvre dans 24 départements en matière de liens domicile-travail et de liens d'actionnariat, ils jugent que la réforme est bonne parce que le nombre de départements touchés tombe à 16 après redécoupage. Ainsi le Bas-Rhin sort de la liste. Autrement dit, de la plaine, le Bas-rhinois voit la Forêt-Noire et les Vosges, dos au Rhin, il ne voit plus la première. CQFD. JH

Devant le Conseil de l'Europe



PHOTOS F. MANGOT/VA.M.

Renforcées par des opposants à la réforme territoriale venus de Lorraine et de Franche-Comté, de Bretons aussi, avec leur drapeau respectif, environ 300 personnes avaient répondu à l'appel des «Alsaciens réunis» pour former une chaîne avec baillons devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg. L'ambiance était bon enfant, le dispositif, policier étonnamment léger et les drapeaux srot un wiss flottaient aux vents, allée de l'Europe, à quelques mètres du parc de l'Orangerie. Président de la Fédération Démocratique Alsacienne (FDA) et des membres d'Unser Land

avaient rejoint le mouvement. «J'aimerais dire ici avec force que nous sommes fatigués de nous voir reprocher continuellement d'être dans le repli identitaire. Notre mouvement, avant même de concerner l'Alsace, concerne la République française qui ne respecte pas une charte qu'elle a signée et traite avec mépris une population dont elle sait parfaitement qu'elle est foncièrement opposé à un découpage territorial» a expliqué Frédéric Turon, l'un des dirigeants des «Alsaciens réunis». En cours de transfor-

mation en association, le collectif réclame l'organisation d'un référendum en Alsace sur la réforme de la carte des régions et a saisi le Conseil de l'Europe. En changeant les limites territoriales de l'Alsace, la France violerait la Charte européenne de l'autonomie locale et ses contrôleurs sont à Paris fin mai, dans le cadre d'un suivi régulier du respect de la Charte. «Un rapport et des recommandations seront rédigés à l'issue de cette visite» ont ajouté les responsables des Alsaciens réunis. L'Alsace sera-t-elle entendue? JH

Nettoyage des institutions



A l'origine du défilé costumé des «Alsaciennes révoltées», à Muespach en décembre dernier, et présentes à toutes les manifestations s'opposant à la grande fusion avec la Lorraine et la Champagne Ardennes, une quinzaine d'«Alsaciennes unies» ont nettoyé symboliquement les façades de la Maison de la Région, au Wacken à Strasbourg, samedi dernier. Une opération de nettoyage des institutions régionales appelant à une «réelle démocratie dans laquelle les élus sont à l'écoute du peuple» et l'occasion de «spritzer un doux parfum de courage aux prochains élus qui siégeront dans ce bâtiment». JH